

## **Déclaration de la CFDT Éducation Formation Recherche Publique CDEN de Meurthe-et-Moselle**

Monsieur le Préfet  
Monsieur l'inspecteur d'académie,  
Mesdames, Messieurs les membres du CDEN,

La CFDT Éducation Formation Recherche Publique souhaite, à l'occasion de ce Conseil départemental de l'Éducation nationale, exprimer sa profonde inquiétude quant aux orientations retenues pour la carte scolaire 1<sup>er</sup> degré dans notre département.

Le ministère contraint l'académie Nancy-Metz à rendre 144 postes. Sur ce budget, le rectorat demande à notre département de rendre 53 postes.

Dans ce contexte très difficile, reconnaissons aux services académiques de Meurthe et Moselle, l'attention globalement portée au-delà des chiffres, à des indicateurs importants, notamment l'indice social, la présence d'une ULIS.

Toutefois, ce budget fortement contraint se traduit par :

- la suppression massive et regrettable de 65 postes lors de cette phase principale de carte scolaire.
- la non ouverture de poste classe dans des situations compliquées. 4 en maternelle dont 2 affichant une moyenne prévisionnelle de 29 élèves si les chiffres de PS se confirment et 10 en élémentaire/pri-maire affichant une moyenne prévisionnelle entre 26 et 27,5. Cela se traduirait par des classes très chargées allant jusque 30 élèves pour des raisons de réparations rendues complexes De plus, certaines de ces écoles présentent un indice social moyen et fragile. Nous comptons sur les opérations d'ajustement pour répondre au mieux à ces situations.
- l'absence d'investissement dans des leviers d'action importants : remplacement, réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficultés, encadrement pédagogique des équipes.

Si la baisse démographique est aujourd'hui avancée pour justifier ces décisions, nous considérons qu'elle aurait pu, et dû, être saisie comme une opportunité.

Une opportunité pour améliorer les conditions d'apprentissage des élèves, en réduisant significativement les effectifs par classe.

Une opportunité pour renforcer l'accompagnement pédagogique, notamment dans les territoires les plus fragiles.

Une opportunité enfin pour redonner du souffle à des équipes éducatives aujourd'hui à bout de souffle et de ressources.

Car la réalité du terrain est sans appel, La CFDT Education alerte une nouvelle fois sur cette situation. Les collègues expriment une souffrance professionnelle croissante : classes hétérogènes, impact des écrans sur les capacités d'apprentissage, impact des réseaux sociaux sur le vivre ensemble, charge de travail en constante augmentation, formation insuffisante, perte de sens du métier.

Par ailleurs, la question de l'école inclusive demeure un point de tension majeur. Si la CFDT en partage pleinement les principes, elle ne peut que constater une mise en œuvre largement insuffisante en moyens humains et matériels (manque d'AESH, accompagnement insuffisant des élèves, manque de place dans les établissements spécialisés, formation insuffisante.).

Dans ces conditions, l'inclusion devient une injonction paradoxale, génératrice de difficultés pour les élèves comme pour les personnels.

Pour conclure, la fragilité croissante du service public d'éducation nous inquiète fortement. L'école est pourtant à la base d'une société plus juste et inclusive.

Face à ce constat et au regard de défis sociaux majeurs, qu'attendent les pouvoirs publics pour investir davantage dans l'École ? Rappelons que la part du PIB consacrée à l'éducation stagne depuis plus de 10 ans autour de 6-7 % .

La CFDT éducation remercie les services administratifs pour le travail réalisé dans un calendrier contraint et restera pleinement mobilisée pour défendre une école exigeante, inclusive et respectueuse de celles et ceux qui la font vivre au quotidien.

Je vous remercie.